

Les organisations agricoles ont des choses à dire au ministre

Les agriculteurs du département sont déçus. Michel Barnier, leur ministre, ne viendra pas à Perpignan comme prévu vendredi. Mais la profession ne range pas les dossiers dans les tiroirs.

Les uns comprennent, les autres doutent. Mais chacun peaufine ses dossiers. Car, de toute évidence, le monde paysan veut interpeller Michel Barnier. Tempête dans un bénitier, aurait dit Georges Brassens s'il n'était pas occupé ad patres depuis plus de trois décennies. Le ministre de l'Agriculture, qui devait remettre les insignes de la Légion d'honneur ce vendredi 12 septembre à Jean Sales, président du conseil plénier de Viniflor, s'est décommandé pour raison "papale". Nicolas Sarkozy a en effet demandé à son gouvernement de rester à Paris le jour de la venue de Benoît XVI. Ce ne sera que partie remise pour la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) qui compte tout de même rappeler très rapidement à Michel Barnier ce que les maraîchers du département ont vécu lors des deux précédentes campagnes salade avec des laitues payées en moyenne 0,15 euro bord champ pour un coût de production de 0,38. Et une campagne d'artichauts où les producteurs ont perdu, selon Jean Portails, président de la commission légume, jusqu'à 3 000 euros hectare ! **Plus que 2 900 actifs en 2007**

Pour Claude Jorda, président de la FDSEA : *"Même si la campagne fruit fut plus satisfaisante que les précédentes, toutes les filières sont désormais concernées par la difficulté, du maraîchage avec des prix catastrophiques sur les productions concombres et tomates jusqu'à la viticulture où les cours du vin sont au plus bas, en passant par la filière élevage qui subit de plein fouet la crise de la fièvre catarrhale. Depuis deux décennies, comme en témoignent l'extension des friches et la démographie agricole, le monde paysan subit des crises à répétition, qui tendent à fragiliser considérablement ce secteur de notre économie départementale. L'agriculture locale est, en effet, passée de 8 158 chefs d'exploitation en 1979 à seulement 2 900 en 2007. Alors, lorsque nous rencontrerons le ministre, nous n'allons pas arriver avec des discours de bricoleurs, nous n'allons pas aborder l'impact négatif ou positif de telle ou telle mesure passée ou à venir. Considérant les méventes successives en légumes, les cours désastreux du vin, l'arrachage, le mépris des distributeurs, le recul des installations, l'extension des friches et plus globalement celui de la paupérisation agricole, nous ne lui poserons en substance qu'une seule question : que comptez-vous faire de notre agriculture départementale et des milliers de personnes qu'elle fait vivre en aval et en amont des filières.... ? "* Pour Brice Cassagnes et Michel Guallar, respectivement présidents des Jeunes agriculteurs et de la Chambre d'agriculture, l'argument pontifical ne tient pas. Ils pensent que l'ajournement de cette visite est plutôt dû aux difficultés conjoncturelles que traverse le monde agricole. En tout état de cause, les jeunes agriculteurs préparent un dossier concernant le principe d'une zone de revitalisation agricole. Et la Chambre d'agriculture, selon Michel Guallar, entend bien dresser un état des lieux au ministre avec une série de propositions visant à lui faire prendre la mesure des atouts et des contraintes qui concernent l'agriculture nord-catalane.

Reste à savoir quand les agriculteurs des Pyrénées-Orientales auront l'opportunité de rencontrer leur ministre. Réponse sur un agenda auquel seul Michel Barnier a accès...

Jean-Paul Pelras